Contribution Front Unique

Congrès extraordinaire du SNCS-FSU 30 novembre - 1 décembre 2023

Gillet, Guerini, pour conte-carrer ces plans destructeurs, il nous faut refuser ces nouveaux statuts du SNCS

Pourquoi un congrès exceptionnel visant à « réécrire » les statuts du SNCS alors que Guerini s'apprête à attaquer les statuts de la fonction publique et que le rapport Gillet vise à s'attaquer au statut du chercheur à temps plein pour mieux transférer les personnels des EPST dans l'Université ? (voir en annexe l'analyse du rapport Gillet et du projet de loi Guerini en préparation)

La direction de notre syndicat prend en effet cette initiative **au moment où le gouvernement s'en prend à tous nos acquis collectifs, à la recherche publique, ses organismes, les universités et leurs personnels et où se dessine avec le rapport Gillet une nouvelle offensive de grande ampleur. Les EPST (CNRS, INSERM, ...) et le statut de chercheurs à temps plein sont particulièrement visés.** Au programme: (i) faire des EPST une coquille vide en les transformant en « *agence de programme thématique* », (ii) transférer-sous couvert de « *simplification* »- les personnels des EPST, et les UMR aux universités ; et (iii) obliger les chercheurs à faire un service d'enseignement qui permettrait de fondre C et EC en une seule fonction.

Ce rapport constitue la véritable feuille de route du gouvernement qu'il entend mettre en place selon sa politique bien rodée du fait accompli. La Ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur a déjà annoncé que « *17 universités pilotes vont expérimenter des mesures de simplification avec les organismes* ». Tout le CNRS est concerné : chacune de ses délégations régionales relève d'un des sites choisis. De plus, concernant la mise en place des « *agences de programmes* », Antoine Petit a d'ores et déjà affiché que le CNRS était volontaire pour être pilote d'un *programme national prioritaire* sur le *Climat et la biodiversité*. Comme il l'a dit cela ne concernera pas toutes les activités du CNRS, il y aura donc beaucoup de laissés pour compte !

Toute la situation exige de répondre à une question : comment faire pour que notre syndicat soit l'instrument de défense des personnels pour déjouer ces plans destructeurs ?

Alors avec cette refonte des statuts du SNCS, s'agit-il de rendre le syndicat plus efficace pour la défense de nos collègues dans cette lutte contre le gouvernement et ses plans ravageurs ? Pour en juger allons à l'essentiel et demandons nous si cela ne constitue pas une véritable destruction-refondation du SNCS et sur quelles bases.

Le changement d'intitulé du SNCS représente un abandon historique celui de la conquête et de la défense du statut de chercheurs à temps plein au moment où il est ouvertement menacé

L'un des points saillants du rapport Gillet est l'attaque contre le statut de chercheur à temps plein en préconisant qu'ils assurent désormais un service d'enseignement. Or d'après le projet de statut du syndicat, le SNCS ne serait plus le « *Syndicat National des Chercheurs Scientifiques* » mais le « *Syndicat National de la reCherche Scientifique* ». La direction du syndicat prétend qu'avec ce nouvel intitulé il s'agit de viser plus amplement la défense des personnels de la recherche scientifique. Mais comment défendre les organismes publics, le CNRS, l'INSERM, ..., et les statuts de toutes leurs catégories de personnels en faisant disparaître le seul syndicat dont le fondement est la défense du statut de chercheurs ? Comme la VRS spéciale de mai 2000 « *SNCS, éléments d'histoire 1956-1996* » le rappelait : « *Depuis sa création en 1956 jusqu'à l'obtention en 1984, du statut de fonctionnaire pour les personnels des EPST, le SNCS a construit, développé et popularisé cette revendication majeure* » : « *un statut pour les chercheurs* ». Elle ajoutait : « *D'entrée, la question du statut des chercheurs s'est trouvée liée à celle du statut du CNRS* ». La destruction du statut de chercheur ouvrirait la voie à la casse des organismes publics de recherche et celle des statuts de tous les personnels, pour les transférer vers les universités en voie de privatisation et de régionalisation.

Cet abandon d'intitulé n'est donc pas de pure forme il s'accompagne d'un fonctionnement en rupture avec le fonctionnement actuel de notre syndicat qui est marqué du sceau des combats pour

conquérir et défendre ce statut des chercheurs.

Un alignement sur la politique de liquidation des statuts nationaux, des organismes de recherche, du Comité National, ...

Dans les nouveaux statuts les Comités de Liaison (CL) devraient disparaître. Ceux-ci regroupent nationalement les adhérents agents du CNRS en fonction de la section du Comité National (CN) dont chacun dépend, là où se décident les recrutements, les promotions les évaluations des chercheurs. Les CL sont destinés à « *faire le lien avec les élus syndicaux* ». Les chercheurs ont peu d'illusions sur le fait que les élus puissent réellement les défendre. Cependant, comme le démontre l'augmentation de la participation aux dernières élections, ils veulent défendre le Comité National contre les attaques qu'il subit, car il est le garant de leur statut.

Le lien avec le Comité National disparaîtrait donc des statuts du SNCS au moment où, de manière très significative, le plan Gillet, dans un rapport sur l'« *écosystème de la recherche* », fait l'impasse totale sur son existence. C'est dans la logique de la politique de site, sous l'égide des universités, qu'il préconise. C'est aussi dans la logique du projet de loi que prépare Guerini qui veut briser le cadre national des statuts de la FP (voir l'analyse FU en annexe). Les CL seraient remplacés par les *secteurs scientifiques* introduits par la réforme des statuts du SNCS de 1997, visant à réduire la part de la CA élue sur la base des textes d'orientation, et pourtant désertés par les syndiqués depuis leur création! Supprimer la référence au Comité National au profit de secteurs *scientifiques* ou *thématiques*, ne serait-ce pas acter que le syndicat ne se battra pas pour le maintien du CN et le préparer à s'inscrire dans l'« *accompagnement* » de la mise en place des agences de programmes thématiques ?

Les syndiqués dans des organismes autres que le CNRS avec des statuts nationaux spécifiques sont regroupés en sections nationales qui devraient disparaître. L'INRIA, l'IRD, l'INSERM, ... devraient ainsi devenir des « *secteurs thématiques* » (terme qui encore fait écho à la mission d'*agence programme thématique* créée par le plan Gillet pour les organismes de recherche !). Les Ingénieurs et Techniciens deviendraient aussi *un secteur thématique* ! Serait ainsi effacée la référence au caractère national de ces statuts ou de ces corps, qui sont directement menacés par l'intégration dans les regroupements régionaux des universités.

Liquidation et transformation des sections locales en agent régional du dialogue social

Ces secteurs *thématiques* et *scientifiques* deviendraient deux nouvelles instances décisionnelles du syndicat « *mises au même niveau* » que les sections locales. Ainsi les sections locales ne regrouperaient plus tous les syndiqués. Chacun pourra être affilié à une ou plusieurs de ces 3 types d'instances. Celles-ci pourront élire des délégués au congrès, avec une péréquation du poids du vote de chaque adhérent en fonction du nombre d'instances auxquels il participerait !

C'est en rupture avec les traditions syndicales qui font des sections locales, la base de l'action militante de ses syndiqués dans leur milieu de travail. Sans elles, un syndicat devient un organe vide, sans implantation auprès de ceux qu'il prétend défendre. L'action des sections locales se réduirait à celle d'accompagnement social au niveau local, deviendrait un couteau sans lame, si leur action n'était pas centralisée, organisée nationalement pour permettre des actions collectives face au gouvernement et aux autorités de tutelle ce qui est le fondement même d'un syndicat. C'est pourquoi ce sont les AG de section qui discutent du bilan de l'activité et de l'orientation du syndicat et qui désignent les délégués au congrès.

Malgré un contexte difficile, les sections locales gardent un rôle moteur dans les luttes telles celle menée contre la LPR. Grenoble, Paris Sorbonne, Paris sciences sociales, ..., elles ont été au cœur du combat contre la signature du protocole LPR, exprimant la volonté de tous leurs collègues qui rejetaient cette loi mais elles se sont heurtées à la direction du SNCS qui voulait que la FSU signe à tout prix. Elles sont le vecteur incontournable de toute mobilisation contre le plan Gillet.

Dans les nouveaux statuts, les sections locales sont réduites à la portion congrue et son secrétaire se voit attribué le titre d'« *interlocuteur* » auprès des délégations régionales (article 14). **Pourquoi ces délégations auraient-elles besoin d'interlocuteurs si ce n'est pour discuter de cette nouvelle vague de réorganisation-restructuration qui se profile sous couvert de « simplification » avec**

son cortège de conséquences délétères sur le personnel ? Avec cette nouvelle attribution des secrétaires de section, la direction du syndicat voudrait inscrire dans les statuts du SNCS un rôle de « partenaire social ».

Contre le « syndicalisme de proposition et d'accompagnement », empêcher la modification des statuts du SNCS

Si le SNCS garde son sigle ce n'est que pour masquer le profond changement qu'impliquerait ce projet de nouveau statut. La défense des intérêts des personnels ne serait plus le *but* du syndicat mais son « *objet* », et ce qui passe en premier c'est « *l'étude* » de cette défense (article 2). Cela situerait ouvertement le SNCS sur le terrain d'un « *syndicalisme de proposition* » et non plus celui de la défense des personnels. Et fort logiquement, les nouveaux statuts remettent en cause l'unité de base de l'action syndicale : la section syndicale locale.

La direction du SNCS aurait voulu aller encore plus loin. Elle a du réintroduire, sous la pression de la dernière CA, « *la défense de la recherche publique* » quelle avait effacé dans son projet de nouveau statut. De même elle renoncerait à élargir le champ de syndicalisation du SNCS à tous les organismes de recherche ; ceux que le rapport Gillet nomme ONR sans faire la distinction entre EPST et EPIC. Pourtant la différence est de taille, dans les EPST nous avons le statut de la fonction publique alors que dans les EPIC les personnels sont sous le statut de droit privé. Faire une telle modification aurait signifié que le SNCS tournait le dos à la défense du statut de la fonction publique alors qu'il est ouvertement attaqué par le projet de loi que prépare Guerini.

Soulignons que la CA du 29 septembre n'a pas approuvé ce projet de nouveaux statuts, elle a approuvé l'envoi du texte aux syndiqués pour qu'ils se prononcent lors du congrès.

En conclusion, cette refonte des statuts du SNCS adapte le syndicat aux réformes destructrices du gouvernement au lieu d'en faire l'instrument nécessaire pour les combattre. N'est ce pas ce que dit ouvertement la direction du SNCS dans son communiqué du 19 octobre à propos du rapport Gillet et titré: « *Rien de bon à attendre* » ? Elle conclut : « *Le SNCS-FSU demande que toutes les nouvelles mesures de simplification soient menées avec la plus grande prudence, en lien avec les organisations syndicales et en consultant préalablement les Comités sociaux d'administration* »

La direction du SNCS explique que cette « *réécriture vise à se mettre en conformité avec les pratiques en cours* », mais ne s'agit-il pas en fait de *mettre en conformité* les statuts du SNCS avec ses pratiques à elle ? En effet la politique de la direction du syndicat est de plus en plus ouvertement celle d'un « *syndicalisme d'accompagnement* » comme la CFDT. Elle a tourné le dos à tout combat contre la LPR et ses décrets d'application en participant à toutes les discussions sur leur préparation. Elle est allée jusqu'à faire la publicité de la prime C1 du RIPEC auprès des chercheurs qui la refusaient massivement. Le courant Front Unique a reçu les foudres de la direction du SNCS parce qu'il a alerté les doctorants sur celui qui se préparait contre eux.

Aujourd'hui, pour se défendre, pour faire face à cette nouvelle offensive d'ampleur qui se dessine avec le plan Gillet et à toutes les attaques du gouvernement, les chercheurs ont plus que jamais besoin que le SNCS joue son rôle de syndicat.

Pour cela il y a **une première condition : refuser cette refondation-destruction du SNCS.**

C'est pourquoi nous appelons les syndiqués à se mobiliser **contre ces nouveaux statuts**

C'est un enjeu qui va au-delà de la défense des chercheurs, car la suppression de leur statut est un prérequis à l'intégration des personnels des EPST aux universités, intégration qui serait une étape décisive vers l'autonomie totale des universités et leur privatisation.

Les élus Front Unique à la CA du SNCS.

Nathalie Fraysse <Nathalie.FRAYSSE@unice.fr>,
Hélène Mac Leod <helene.macleod@latmos.ipsl.fr>,
Jean-marie.maillard@sorbonne-universite.fr,

Marie-Claire saint-lager <mc.saintlager@free.fr>,
Youri Timsit <youri.timsit@wanadoo.fr>

jean marc.tonnerre@neel.cnrs.fr>

N'hésitez pas à prendre contact !

Ci-dessous l'analyse Front Unique du rapport Gillet et du projet le loi Guerini en préparation

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°343 bis (spéciale ESR)
28 Septembre 2023
ISSN 1245-0286

Soumission aux intérêts économiques, casse de la recherche publique, attaque tous azimuts contre les statuts, mutualisation, évaluation-sanction par le HCERES, etc. :

Le rapport Gillet planifie une attaque majeure contre l'ESR et ses personnels

Mettre la recherche au service des intérêts de la bourgeoisie française

Cette rentrée se fait sous le feu des discours incendiaires contre l'ESR et des coupes budgétaires, alors que les conditions d'étude et de travail ne cessent de se dégrader et les salaires de se dévaloriser.

Macron intime l'ordre de faire « mieux » avec moins. Le 8/09, la Ministre explique qu'il s'agit de « *faire le ménage dans les formations* » et ne garder que celles qui mènent à un emploi. Il faut « *intégrer le monde professionnel* », « *adapter les formations aux besoins de la société* », traduire « *du capitalisme français* ».

C'est exactement l'objectif qu'affiche le rapport Gillet pour la recherche qui doit être pilotée au plus près de l'exécutif pour en faire un instrument de sa politique dite de « *réindustrialisation* ». Ce rapport, vise à une redéfinition totale de la recherche, du rôle des organismes nationaux de recherche (ONR) et des universités ainsi que des statuts des personnels. Il s'appuie sur les outils existants ou en train de se mettre en place, tous aussi néfastes pour l'ESR, ses règles et ses garanties collectives : appels à projet, ANR, PEPR, COMP, HCERES ,

Le gouvernement entend avancer au pas de charge , une dépêche de l'AEF du 1er septembre annonce « *Suites du rapport Gillet : 17 universités pilotes vont expérimenter des mesures de simplification avec les organismes* ».

Casse des organismes de recherche sous couvert de mission d'« agence de programmes »

Une nouvelle mission serait dévolue aux ONR¹, celle d'« agence de programme », en s'appuyant sur l'expérience des PEPR (Programme et équipements Prioritaires). Concrètement, l'État définirait les programmes nationaux de recherche (PNR) que les ONR seraient chargés de piloter et coordonner, à raison d'une agence par thématique (santé, numérique, etc.). L'ANR déciderait de l'attribution des budgets sur la base d'appels à projet et les évaluations serait aux mains du HCERES. Bref ce nouveau rôle d'« agence de programmes » se réduirait à ... **celui d'une gestion inter-organismes des équipes lauréates !**

Les organismes publics devront se plier aux priorités de l'État et perdront de leur autonomie. Cela entraînera l'accélération de la paupérisation de nombreuses équipes, l'abandon de pans entiers de la recherche et le décrochage de nombre de chercheurs et EC qui n'auront plus les moyens de remplir leur mission de recherche.

L'objectif est d'en finir avec « *la superposition d'organismes et agences dont les périmètres d'intervention se chevauchent* ». Le rapport l'illustre avec la santé où l'INSERM devrait devenir le coordinateur des PNR. Une façon de dépouiller le CNRS de l'INSB, son institut de biologie, tel que le préconisait un rapport de la Cour des Comptes ? D'autres instituts du CNRS pourraient être pilotés *via* les PNR par d'autres ONR ou inversement. C'est **une profonde évolution qui se dessine dont l'aboutissement est la casse des organismes de recherche.**

Pour compléter ce dispositif, le rapport jette les bases concrètes du **transfert de la gestion des personnels des EPST vers les universités**, objectif affiché par Macron lors de sa campagne présidentielle en janvier 2022.

Les « mesures de simplification », une stratégie de site sous la tutelle des universités : UMR et services administratifs en première ligne, les personnels modulables à merci

En effet, le rapport ne laisse aucun doute : « *Les universités ont vocation à être les pilotes de la stratégie du site, à coordonner les outils et les moyens de cette stratégie dans les domaines de la formation, de la recherche, de la science pour et avec la société, de l'innovation et de l'interaction avec le monde socio-économique.* »

Le but est de **mutualiser**, avec à la clé des économies d'échelle, à commencer par la mise en commun des services de gestion sur plusieurs UMR (unités de recherche), des délégations régionales avec les universités.

Le rapport préconise de **généraliser la délégation de gestion des UMR à l'hébergeur**, ce qui revient à dire principalement aux universités. Le CNRS, dont plus de 90 % des agents sont affectés dans les UMR et qui héberge seul 10 % d'entre elles, ne serait plus qu'une agence de moyens. Le directeur des UMR deviendrait un véritable manager avec des pouvoirs élargis sur la gestion des personnels et des finances.

Les ONR seront impliqués dans les COMP (Contrat d'objectifs, de moyens et de performances) des universités qui

¹- Les ONR regroupent indistinctement les EPST dont les personnels sont sous statut de la fonction publique (CNRS, INSERM, INRIA, IRD, INRAE, INED) et les EPIC où ils sont sous statut de droit privé (CEA, CNES, ONERA, IFPEN -Institut Français du Pétrole,...)

les engageront dans « **une planification commune des moyens RH et budgétaires** » et dans la chasse aux financements (*appel à projet, collaborations avec les entreprises, ...*). **L'évaluation du HCERES devra être suivie d'effets** : en cas de succès l'État devra apporter des moyens supplémentaires, sinon ce sera l'inverse.

Voilà comment se dessine le « **nouveau modèle économique** » prôné par Retailleau : ne plus attribuer aux établissements du supérieur les moyens de l'État en fonction des besoins en enseignement et en recherche mais selon leur zèle à appliquer les « *priorités stratégiques du Ministère* », autrement dit sa politique de casse !

« **Attaque tous azimuts des statuts : modulation de service pour tout le monde (E, EC C)** »

titre fort à propos un tract du SNESUP. **Le rapport préconise que les chercheurs des EPST assurent un enseignement de 32h ou 64h pour pallier le manque d'enseignants sans embaucher de jeunes docteurs.** C'est la remise en cause du statut de chercheur à temps plein. A l'autre bout du spectre, il y a les enseignants détachés de l'Éducation Nationale, qui assurent un double service d'enseignement et à qui une mission de recherche serait confiée. Quant aux enseignants-chercheurs, il faut **modifier la réglementation pour que les universités puissent réellement appliquer la modulation de service.**

C'est d'ailleurs en application de cette modulation que les nouveaux recrutés devrait avoir pendant 3 ans un allègement du service d'enseignement (64 HETD) ainsi qu'une « dotation d'amorçage » les alignant sur les chaires de professeur junior ; préfigurant leur généralisation à terme au détriment du recrutement sur concours.

Pour le retrait intégral du rapport Gillet et de ses conclusions

Dans leur 4 pages commun de juillet, les dirigeants du SNCS-FSU et du SNESUP-FSU condamnaient ce rapport comme une *attaque violente*. Alors pourquoi n'ont-ils pas affiché leur opposition résolue à ce rapport devant la Ministre dans la déclaration de la FSU au CNESER du 12/09 ? Pourquoi lui demander des « *détails sur les orientations [qu'elle pense] suivre suite à ce rapport.* » ? Pourquoi donner son avis sur ce qu'il contient (l'évaluation et la simplification) et sur ce qui n'y serait pas (emplois et *conditions d'exercice de la recherche*) ?

Dans les faits, les dirigeants syndicaux demandent à discuter avec le gouvernement de ce rapport. Mais qu'y a-t-il à discuter ? Ses objectifs sont parfaitement clairs ! Il s'agit du rapport commandé par le gouvernement, sa feuille de route dans l'ESR **qu'il se presse de réaliser, avec une stratégie bien rodée. Il demande aux ONR, aux universités de mettre en place des expérimentations.** Ces projets sont discutés dans les instances de participation de ces établissements où siègent les représentants syndicaux qui y sont ainsi associés.

Après la LPR, c'est une nouvelle offensive de grande ampleur à laquelle les personnels de l'ESR sont confrontés. Pour leur défense, la priorité des directions syndicales est d'exiger **le retrait intégral de ce rapport et de ses conclusions, pour l'arrêt immédiat des expérimentations.** Et qu'en conséquence, elles annoncent leur **refus de toute participation aux discussions et aux instances qui auraient à l'ordre du jour sa mise en place.** Leur responsabilité c'est la réalisation d'un front uni de tous les syndicats de l'ESR (SNCS, SNESUP, SNTRS-CGT, FO-ESR, etc.) sur cette orientation. Il faut combattre en ce sens.

Le projet de loi Guérini pour parachever la liquidation de la Fonction Publique

Il est clair que les préconisations du rapport Gillet ne peuvent se réaliser qu'avec la remise en cause des garanties du statut de fonctionnaire des personnels. C'est l'objectif de Guerini qui a annoncé préparer un projet de loi pour début 2024 : une nouvelle étape dans le démantèlement du statut de la Fonction publique !

La loi d'août 2019 avait déjà porté un coup sévère au statut. Elle a été appliquée par la LPR avec notamment la multiplication des contrats précaires. Mais subsistent les grilles indiciaires, les promotions et les recrutements par concours donnant un cadre national au statut et nous préservant relativement contre l'arbitraire. Ce sont des obstacles de taille à l'autonomie totale des universités qui implique la gestion locale des personnels.

Ce sont « *les blocages et les archaïsmes* » de la Fonction publique, que dénonce Guerini qui veut donner « **plus de marges de manœuvre** » **aux employeurs et aux chefs d'équipe**, leur permettre de « *rémunérer davantage l'agent qui aura fait plus, qui aura fait mieux* ». Il veut « *dynamiser les parcours et les mobilités* » ; en finir avec le droit à l'avancement dans les grilles et aux promotions selon son ancienneté au profit de la performance; faire de l'apprentissage une voie normale de recrutement, cassant le cadre national des grilles et des catégories.

Il a annoncé que son projet de loi serait concerté avec les organisations syndicales et il est à l'ordre du jour de l'agenda social qui vient de débiter. Tous les dirigeants syndicaux y participent. Ceux de la FSU et de la CGT se justifient en prétendant défendre les revendications des personnels. Mais comment serait-ce possible quand le cadre de la discussion est la liquidation des principales garanties statutaires qui nous restent ?

Pour défendre inconditionnellement ce qui subsiste du statut de la FP, les dirigeants des fédérations syndicales de la Fonction Publique, FSU, CGT, FO, doivent dès à présent se prononcer pour le retrait d'un tel projet de loi et refuser de participer aux concertations avec Guerini. C'est seulement ainsi que peut être marqué le point de départ d'une mobilisation pour briser l'offensive gouvernementale contre les fonctionnaires.